

POINT DE MIRE

Vingt ans: un sacré défi!

Sylviane Herranz

Vingt ans. L'âge de la jeunesse, de la folie, de la créativité. L'âge de tous les possibles. Pour *L'Événement syndical*, c'est aussi un anniversaire célébrant un sacré challenge, remporté au fil des jours et des mois qui se sont écoulés depuis sa création à la veille du 1^{er} Mai 1998. Challenge lorsqu'il a fallu réunir des philosophies syndicales quasi opposées sous un même titre. Dans cette dynamique, *L'Événement syndical* a permis des rapprochements, et accompagné le mouvement qui a convergé vers la fondation, fin 2004, du syndicat Unia, rassemblant les ouvriers de la construction, les salariés de l'industrie, ceux du tertiaire et de l'artisanat. Challenge encore que celui d'offrir chaque semaine à ses lecteurs une information de qualité, avec les moyens disponibles, pour relater les actualités syndicales, contribuant ainsi, à sa mesure, à renforcer la résistance aux attaques contre les conditions de travail. Défi aussi que celui d'aborder une diversité de thèmes, tout en relayant les débats traversant notre société.

Aujourd'hui, à 20 ans, *L'Événement syndical* se tourne vers l'avenir. Et compte poursuivre la mission qui est la sienne. Le journal se pare d'une nouvelle maquette. Plus légère sur la forme, pour donner davantage de poids au contenu, et aux images. Une maquette ancrée dans l'univers de la presse. Il se dote également d'un site internet tout neuf. Qui contiendra désormais l'ensemble des articles et les éditions en format électronique. Tout en s'enrichissant peu à peu de ses archives. Un site qui devrait devenir une référence et une source d'informations pour les syndicats et le monde du travail. Une présence dans les médias sociaux est aussi prévue. Qui sera renforcée, au gré des moyens. Toutefois, le format papier restera le support principal. Non seulement pour sauver des emplois dans nos imprimeries, mais également parce que le tout à l'écran n'est pas une nécessité, tant du point de vue social qu'écologique. Les deux supports devant rester complémentaires.

Il y a 20 ans, *L'Événement syndical* s'interrogeait sur l'avenir de la presse face à la prééminence de la télévision et de la radio. 20 ans plus tard, la même question est à l'ordre du jour avec les «médias sociaux». Des nouvelles technologies accusées de tuer la presse. Or qui tue la presse aujourd'hui? Si ce n'est la volonté de profit maximum de grands groupes, faisant miroiter aux annonceurs une large audience sur le net, tout en laissant mourir à petit feu les journaux traditionnels, tuant la qualité de l'information et la diversité des médias.

Face à ces défis, la presse syndicale doit être forte. Pour cela, *L'Événement syndical* se tourne vers l'avenir en gardant son ancrage sur ce qui a fait son histoire et ce qui le porte, l'engagement incessant de travailleurs, de militants, de syndicalistes, dans les entreprises, sur les lieux de travail, dans la rue. Et il continuera d'informer ses lecteurs avec un journal papier, tout en investissant les nouvelles technologies pour appuyer ses propos. ■

TOURNÉ VERS L'AVENIR



THIERRY PORCHET

L'Événement syndical fête ses 20 ans cette semaine. Outre cette nouvelle maquette, il s'offre un site internet qui permettra désormais un large accès à son contenu. Au moment de célébrer cet anniversaire, le journal donne aussi la parole à ses lecteurs. **PAGES 6-7**

PROFIL



Narcisse, tout feu, tout slam.

PAGE 2

MOUVEMENT

Solidarité avec les grévistes français.

PAGE 3

SÉCURITÉ

Les agents tirent la sonnette d'alarme.

PAGE 5

LUTTE

TPG: cent chauffeurs vont être engagés!

PAGE 9

ENVIRONNEMENT

Les petits déchets font les grandes pollutions. En mars, une trentaine de communes ont

participé à l'opération Coup de balai. Reportage le long de la Sorge à Ecublens (VD).

PAGE 10



TOUT FEU, TOUT SLAM

Le slameur Narcisse s'apprête à jouer son prochain spectacle, «Toi tu te tais». Lui n'a pas perdu sa langue

Sonya Mermoud

Il a fait de l'ironie, du cynisme et de l'autodérision sa marque de fabrique. Et manie les mots, les sons, les rythmes avec une agilité déconcertante. Une éloquence quasi hypnotique où le verbe pulse, la langue claque, les allitérations s'entrechoquent donnant à sa poésie tout son sel. Toute sa musicalité. Sa pertinence. Un art qui permet au slameur Narcisse, Jean-Damien Humair de son vrai nom, d'ausculter le monde. De s'interroger sur ses dérives et ses excès. D'exercer sa verve critique sur notre société. La place du virtuel dans nos existences – on se rappelle notamment de sa «Femme mécanique» qui lui a valu les foudres de féministes fermées au second degré. Les déviances racistes, homophobes, misogynes. Les clivages religieux, l'obscurantisme, le pouvoir des politiques, la censure, l'écologie... Des thèmes à l'origine de textes engagés, satiriques, grinçants, à l'humour décalé, mais jamais moralisateurs.

Narcisse entend contribuer à un mieux vivre ensemble. Au-delà des différences.

Des vers qui bousculent, provoquent, appuient où ça fait mal, jouent sur des registres doux-amers. Et Narcisse de préciser le but de sa démarche: contribuer à un mieux vivre ensemble. Au-delà des différences. «C'est le rôle de la culture. Je cherche à apporter ma pierre à l'édifice. Modestement.»

EN ZIGZAG

Dans sa vaste et lumineuse salle à manger, à Chapelle-sur-Moudon, habillée de monochromes blanc et gris – une pièce au décor minimaliste, presque clinique – l'homme, bientôt 51 ans, lève un pan du voile de sa personnalité. Un être cartésien, tout en retenue, contrôle, modération et sobriété qui n'en est pas moins passionné par son métier. Un artiste vêtu le plus sou-

vent de noir – «j'aime sa profondeur» – qui réserve à son art l'expression de ses émotions. Et qui a suivi un chemin «en zigzag» avant de devenir Narcisse, identité scellant son changement de vie. Un prénom emprunté à la mythologie grecque, dans *Les métamorphoses* d'Ovide où le dénommé en question, s'abreuvant à une source, découvre son image et en tombe amoureux. Mais rien d'égocentrique dans le choix du sympathique natif de Porrentruy. «Narcisse aime son reflet. Pas lui-même. Et ne peut concrétiser son amour. Malheureux, il meurt de chagrin. S'il n'est pas apprécié a priori, je le trouve attachant», relève le slameur séduit aussi par ce pseudo car il correspond au prénom de son grand-père, «bienveillant et drôle». Mais avant de devenir ce slameur plusieurs fois primé, Jean-Damien Humair a travaillé plus de vingt ans comme informaticien à l'Université de Lausanne. Et, auparavant, effectué un doctorat en musicologie.

PINCE-SANS-RIRE

«Je voulais devenir professeur dans ce domaine, mais je n'ai pas trouvé de job», précise celui qui, maîtrisant le piano et les claviers, la composition, les arrangements, continue alors, en marge de son activité professionnelle, à créer des musiques pour des films, des albums, des pièces de théâtre, des publicités... A 45 ans, marié et père de deux grands enfants, le Jurassien passe à la vitesse supérieure et décide de se consacrer uniquement à sa passion. Il opte alors pour la chanson française. A la quête d'un contact avec le public qui lui manque. «Comme un cuisinier qui, isolé de ses hôtes, ne bénéficierait jamais de leur retour.» Un exemple choisi à propos, l'homme aimant concocter des plats gastronomiques, loisir qu'il partage avec les voyages. «En rêvant de scène, je ne cherchais pas la notoriété mais le partage», explique l'artiste. Sa voix, toutefois, ne le convainc pas. Il découvre, en 2006, lors d'une soirée à Lausanne, le slam. Une révélation. «Je suis tombé sous le charme. Conquis par l'impact de cette poésie ainsi déclamée.» Narcisse se lance dans l'aventure, rencontre le père du slam, Marc Smith, à Chicago, adapte les codes du genre à sa sensibilité et fait mouche. N'hésitant pas à recourir à de la musique et des accessoires – neuf télévisions seront intégrées dans son pro-

chain spectacle pour accompagner ses prouesses verbales. Un art oratoire soutenu par la forte présence de l'artiste, son regard perçant, un rien inquiétant, une allure de grand fauve froid. Détaché. Pince-sans-rire. Et le poète de jouer de cette étrangeté en déclamant ses textes tirés au cordeau, passés à la flamme du slam.

LA BÊTISE, ATOUT EFFRAYANT

«Ecrire correspond à un réel besoin. J'y consacre beaucoup de temps», affirme le jongleur de mots qui confie sa peur du «triomphe de la bêtise, du ras-le-bol des intellos», citant comme exemple

l'élection de Donald Trump. «La bêtise, comme l'ignorance, sont devenues un atout. Effrayant», note le slameur qui n'en reste pas moins optimiste, croyant en l'être humain. Et ne cédant jamais à la colère, même quand il bouillonne intérieurement. Une forme de placidité, de maîtrise émotionnelle, caractéristique du personnage qui confie être heureux, notamment grâce à son entourage, et associe le bonheur à un état d'esprit. Interrogé sur un paysage propre à le faire vibrer, l'artiste mentionne les images de la Terre, vue de l'espace. «La vision d'une planète quasi maternelle,

d'une belle unicité, où plus personne n'est étranger, où tous appartiennent à la même famille», s'enthousiasme le poète qui rêverait aussi de voyager dans les étoiles... Dans l'intervalle, Narcisse propose un embarquement immédiat à son spectacle «Toi tu te tais!»*. Tout en invitant chacun à ne jamais se soumettre à cette injonction... ■

*Prochaines représentations les 27 et 28 avril à 20h au théâtre Benno-Besson à Yverdon-les-Bains. Informations: www.narcisse.ch



THIERRY PORCHET

Narcisse aime le noir et jouer de son reflet avec un regard un rien inquiétant...

 **DE BIAIS**
Christophe Gallaz

PENSER, AGIR, GOÛTER

L'Événement syndical a vingt ans! C'est probablement pourquoi le mois de mai pointe à l'horizon du calendrier printanier le plus immédiat. Et c'est peut-être aussi pourquoi je pense à notre époque qui s'étire entre deux mouvements créant le vide entre elles. Le premier est un mouvement d'extraversion, et le deuxième un mouvement de consolation. Entre les deux, rien.

D'une part le mouvement d'extraversion. Les individus comme les foules cèdent à tous les processus de l'évasion. Nous ne cessons de désertier mentalement ou pratiquement notre territoire immédiat. Nous le faisons par le biais de la culture – notamment du cinéma façon blockbuster. Ou par celui de l'idolâtrie, qui nous projette dans l'univers du sport et de ses vedettes à trois neurones et douze Ferrari. Ou par celui des voyages aériens, qui nous propulsent sous les tropiques ou jusqu'aux pôles. Ou par celui de citoyens à tendance prophétique, comme l'Américain Elon Musk, qui s'engage dans le projet nul d'aller coloniser la planète Mars en fuyant d'autant mieux sa sœur la Terre progressivement inhabitable. Et d'autre part le mouvement de consolation, ou de l'égocentrisme narcissique. Il n'est plus de magazine féminin pour salons de coiffure, et plus de psychologue moyen de gamme, qui ne vantent les protocoles enchantés de la «reconnexion avec son soi le plus intime», les prodiges du «recentrage fertile» ou les

pouvoirs régénérateurs de la «remise en axe personnel». Ainsi déferlent sous nos yeux fatigués, dans les journaux et sur Internet, les images de tant de nos congénères accroupis en costumes post-hindous dans quelque salle de culte à soi-même: ah, comme ils ferment les yeux pour mieux se rêver somptueux dans la chimère de leur accomplissement qui plane! Et comme ils tournent les paumes de leurs mains vers l'immensité céleste, d'où choir la douce averse des bonheurs vrais! Entre les deux rien, écrivais-je plus haut. Et surtout pas la mise en conscience citoyenne et politique du dispositif. Songez à ce symptôme inouï que constitue de nos jours le triomphe des coaches en tout genre. Qu'il s'agisse d'Easyjet comme agent d'accompagnement aux antipodes, ou de Rosette Poletti comme pansement grand public apposé sur les mélancolies vernaculaires. Ou de Cristiano Ronaldo comme point d'adoration parmi les dieux du stade, ou de Frédéric Lenoir comme sémaphore astucieux qui se charge d'indiquer aux

foules les chemins merveilleux du sourire perpétuel et de l'allègement miraculeux. Quand vous êtes dans l'industrie de l'extraversion comme dans celle du coaching ou de la consolation, en effet, vous prenez une précaution fondamentale. Vous n'allez pas au fond des réalités vécues par vos clients, vos patients ou vos lecteurs. Vous envisagez ceux-ci de manière à les réinsérer le plus tôt possible dans les circuits de la performance professionnelle. Vous ne les aidez pas à descendre en eux-mêmes pour explorer le fondement social ou politique de leurs troubles ou de leurs désarrois, aux fins qu'ils en remontent nourris par cette expérience et fondés plus solidement par elle. C'est en cela que l'industrie de l'extraversion, comme celle du coaching et de la consolation, s'érigent en complices du système ambiant. Il est même obligatoire de bâcler le travail quand on est coach et quand on est consolateur, et bien sûr aussi quand on est agent de l'extraversion par le voyage ou la culture. Si ces professionnels-là rendaient leurs clients ou

leurs patients conscients de leur destin dans le système qui les englobe, en allant à la source de leurs servitudes imperceptibles et de leurs aliénations y compris consenties, comme celles de la consommation, une évolution cardinale s'ensuivrait. L'ordre injuste serait bouleversé. Ceux qui le dominant sur le mode de l'arrogance et du profit excessif seraient chassés. Et la névrose, comme la souffrance au sein des populations, s'en trouveraient allégées. Puissent certains des débats qui ponctuèrent Mai 68, il y a cinquante ans, rayonner au sein de notre mémoire collective dans ce sens bénéfique et praticable. Puissent les philosophes attentifs au jeu des sociétés humaines se vouer à rendre la Cité plus juste et plus sensuelle au sens poétique et quotidien du mot. Et puisse ce journal y concourir par mille moyens selon sa veine. Remplir d'actes et de pensée l'abîme dont je parle ici, l'abîme qui se creuse entre l'extraversion systématique et l'extase de soi qui nous enferme, c'est le programme. ■

SOLIDARITÉ AVEC LES GRÉVISTES FRANÇAIS

Le 19 avril, un rassemblement unitaire de soutien aux mouvements sociaux en France a réuni syndicats, partis et associations devant la gare de Lausanne

Aline Andrey

«Celui qui lutte peut perdre, mais celui qui ne lutte pas a déjà perdu. Solidarité avec les grévistes. Votre lutte est la nôtre», pouvait-on lire sur l'une des banderoles tenues par des militants lors d'un rassemblement de soutien aux cheminots, aux étudiants et aux zadistes français de Notre-Dame-des-Landes sur la place de la gare de Lausanne jeudi 19 avril. Cette action, en solidarité avec les mouvements sociaux contre les politiques d'austérité et la répression du gouvernement d'Emmanuel Macron, a réuni les syndicats Unia Vaud, SSP Vaud, le SEV, ainsi que les associations Attac Suisse, le collectif Unil-Etudier et Lutter, le Groupe regards critiques, les jeunes POP Vaud, la jeunesse socialiste vaudoise, le POP et gauche en mouvement, Solidarités Vaud et Décroissance-Alternatives.



Les militants et syndicalistes réunis devant la gare à Lausanne ont exprimé leur solidarité et leurs espoirs face au rapprochement des luttes actuelles en France, des mobilisations porteuses de changement social.

UN MAI 2018 ?

Alain Krivine, membre de la direction du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) en France – présent à Lausanne pour donner des conférences sur Mai 68 –, a souligné le succès des grèves des cheminots. «En ce moment, ils sont plus de 15 000 à manifester à Paris, et des dizaines de milliers partout en France. Et la police intervient à coup de grenades lacrymogènes et de matraques! Mais nous sommes peut-être à la veille d'un nouveau Mai 68, qui je l'espère n'aura pas ses défauts. La radicalité des cheminots

sert d'exemple, malgré la division syndicale ou politique. Notre mot d'ordre: une grève générale illimitée pour faire reculer Macron, voire le virer.»

Entre autres intervenants, Jean-Claude Cochard, président de l'Union syndicale vaudoise, ancien cheminot, a rappelé qu'en Suisse aussi, les cheminots étaient sous pression. «Le plan d'austérité est aussi brutal que celui que l'on veut imposer en France. Et les négociations pour le renouvellement de la CCT des CFF est dans une impasse

aujourd'hui. Exigeons une répartition équitable de la richesse produite par notre travail! »

DES ACTES CONCRETS

Yves Defferrard, secrétaire régional d'Unia Vaud, a souligné l'importance des actes concrets de solidarité et de la convergence des luttes en donnant pour exemple celle «des camarades de EDF qui soutiennent les vendeuses de Carrefour en coupant l'électricité dans les magasins.»

Démantèlement du code du travail, baisse des aides au logement, diminution des impôts sur la fortune, attaque contre les conditions de travail des cheminots, envoi de CRS dans les universités, évacuation violente des zadistes à Notre-Dame-des-Landes, autant d'attaques néolibérales mentionnées par Mélinda Tschanz, militante de Solidarités et d'Attac. «Mais les mouvements sociaux nous montrent que résister est possible», a-t-elle souligné. «Les salariés de Carrefour, des hôpitaux, des

EMS, des crèches, de la poste, de l'audiovisuel et du rail luttent. Les étudiants se battent contre une université élitiste. Les zadistes, eux, ont gagné contre le projet d'aéroport, mais sont évacués alors que certains y vivent depuis 10 ans... Leur existence même dérange, car ils proposent de nouvelles manières de vivre ensemble et l'espoir qu'un autre monde est possible. La convergence des luttes est possible. Faisons de 2018 un nouveau Mai 68!» ■

2^e pilier : attention à l'avoir de libre passage!

De nombreux travailleurs, notamment immigrés, perdent leur prestation de sortie de la prévoyance professionnelle. Cinq milliards de francs de cotisations dorment sur des comptes en déshérence

Jérôme Béguin

Assurés du 2^e pilier, faites gaffe à la prestation de libre passage! Libre passage, késako? La prestation de libre passage, dite aussi prestation de sortie, correspond au montant dû par une caisse de pension à l'assuré qui change d'employeur, perd son emploi ou quitte le pays. Cet avoir doit être versé à la caisse du nouvel employeur ou, à défaut de celui-ci, dans une institution de libre passage en attendant de retrouver un emploi ou de bénéficier de la prévoyance professionnelle. Mais attention, contrairement au premier pilier, l'AVS, le processus n'est pas automatique. Chaque année, des dizaines de milliers de bénéficiaires de la prévoyance professionnelle tombent dans le piège. A l'été 2016, le Contrôle fédéral des finances révélait que 5 milliards de francs dorment sur 625 000

comptes à l'insu de leurs détenteurs. Ce qui représente 10% des avoirs de libre passage, dont les bénéficiaires ne se sont pas annoncés. Le Contrôle des finances avait alors un peu tiré les oreilles à l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), l'invitant à mieux informer les assurés sur cette problématique. L'OFAS vient donc de se fendre d'une brochure intitulée *Prestation de libre passage: n'oubliez pas vos avoirs de prévoyance!* «Cette publication est une bonne chose, il est important de sensibiliser sur cette question», juge Aldo Ferrari, vice-président d'Unia et, par ailleurs, membre de la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle.

NE PAS PERDRE DE VUE SON ARGENT

On y apprend dans la brochure que, lorsque l'on change d'employeur, on doit indiquer à sa caisse les coordon-

nées de sa nouvelle institution de prévoyance, celle-ci délivre alors un certificat mentionnant le montant de la prestation de libre passage et il faut bien vérifier qu'il corresponde au décompte établi par l'ancienne caisse. En cas d'interruption de carrière professionnelle, de chômage ou si le salaire annuel n'atteint plus le seuil d'accès pour être assuré dans le 2^e pilier, l'avoir de libre sortie est à placer dans une institution de libre passage, dont il faut communiquer les coordonnées à son ancienne caisse.

Il s'agit en reprenant un emploi de ne pas perdre de vue cet argent. Les 80% de ces comptes en déshérence ont un solde inférieur à 5000 francs et concernent le plus souvent des emplois de courte durée qu'on oublie facilement. Les 65 établissements financiers proposant un service de libre passage ne sont pas obligés de rechercher activement les bénéficiaires partis sans laisser d'adresse, le système reposant en partie sur la responsabilité individuelle du travailleur. Il est donc essentiel d'annoncer les changements d'adresse, surtout si l'on part à l'étranger. Nombre de comptes en déshérence appartiennent à des travailleurs immigrés retournés au pays. Conscient du problème, l'OFAS a traduit sa brochure dans les principales langues de l'immigration.

Si le salarié ne se manifeste pas, l'argent est versé sur un compte bloqué de la Fondation Institution supplétive LPP. Au bout de dix ans, celle-ci reverse les avoirs en déshérence au fonds de garantie de la Centrale du 2^e pilier. «La Centrale du 2^e pilier a été créée à la demande des syndicats, chaque assuré peut s'y adresser pour entreprendre des recherches et récupérer son avoir», indique Aldo Ferrari.

Et si, au contraire, on n'a pas perdu la trace de son compte de libre passage,

que devient-il? Eh bien, on peut toucher son avoir sous forme de capital cinq ans avant l'âge de la retraite et cinq ans au plus tard après. On peut aussi le retirer avant si son montant est inférieur aux cotisations versées annuellement, en devenant indépendant, en cas d'invalidité, d'acquisition d'un logement ou en quittant définitivement la Suisse.

«Le message que nous devons faire passer à chaque assuré est de ne pas

laisser d'argent sur un compte de libre passage, il faut toujours faire en sorte que cet avoir vous suive, sous peine de conséquences sur les prestations, conclut Aldo Ferrari. En plus, les comptes de libre passage ne rapportent rien, contrairement aux caisses de pension qui offrent une garantie.» ■

OÙ TROUVER DE L'AIDE

La brochure *Prestation de libre passage: n'oubliez pas vos avoirs de prévoyance!* sur le site de l'OFAS (bsv.admin.ch) et commandée gratuitement dans la «boutique en ligne» de la Confédération (bundespublikationen.admin.ch), mais l'accès est peu aisé; le plus simple est encore de taper son titre dans un moteur de recherche. Comme le recommande la brochure, en cas de doute, il faut s'adresser prioritairement à son employeur, sa caisse de pension ou son institution de libre passage.

On peut aussi déposer une demande de recherche d'avoir auprès de la Centrale du 2^e pilier (tél. 031 380 79 75 – formulaire en ligne sur zentralstelle.ch). Notons que l'Association pour le renseignement gratuit des assurés de caisses de pension propose des consultations chaque mois dans plusieurs villes de Suisse (Lausanne et Genève pour la Suisse romande – renseignements sur bvgauskuenfte.ch). Enfin, on peut se tourner vers les secrétariats d'Unia. «Si un travailleur a des soucis, on est là pour aider, il faut qu'il vienne nous voir», confirme Aldo Ferrari. ■



LES AGENTS DE SÉCURITÉ TIRENT LA SONNETTE D'ALARME

Un sondage mené par Unia montre qu'une augmentation des salaires, une régulation du temps de travail et davantage de formation sont nécessaires dans la branche

Aline Andrey

Une large majorité des employés de la sécurité privée ayant répondu au sondage d'Unia estiment que leurs conditions de travail ne sont pas satisfaisantes. Des salaires trop bas, des changements de planning

à court terme trop fréquents, des horaires trop longs, un manque de formation et un équipement inadapté sont les principales récriminations des employés. Alors que les négociations pour la révision de la Convention collective de travail (CCT) pour la branche privée de la sécurité, de force obligatoire, sont en cours entre Unia et l'Association des entreprises de services de sécurité (AESS), le syndicat a analysé les réponses de plus de 600 employés et son constat est sans appel. «Avec un salaire horaire d'entrée de 22,20 francs sans 13^e salaire, le travail dans la sécurité reste précaire, principalement pour les agents auxiliaires ou à temps partiel», indique Unia dans un communiqué. Un problème aggravé par des remboursements de frais de déplacements insuffisants. «Logiquement, le personnel demande des augmentations de salaire (88% des sondés) et une meilleure compensation financière pour le travail de nuit (86%). Très répandu dans la branche, il porte atteinte à la santé et à la vie sociale et familiale. Les 70% d'entre eux demandent l'introduction d'indemnités de piquet pour compenser le fait qu'ils soient solli-

cités durant leurs jours de congé, ou à court terme pour répondre aux urgences non planifiées.»

FLEXIBILITÉ À OUTRANCE

Agent de sécurité depuis 30 ans, délégué dans le comité suisse pour les négociations de la CCT et président de la commission du personnel de Securitas à Lausanne, Pascal Marsegan donne un exemple consternant: «Un agent de sécurité travaillant pour une entreprise romande de sécurité m'a raconté récemment qu'il recevait 5 à 6 appels téléphoniques par jour, même lors de ses congés, avant de connaître son horaire définitif du lendemain! C'est un cas extrême, mais la flexibilité demandée est l'un des facteurs de pénibilité du travail. Une situation qui n'est pas forcément seulement de la responsabilité de l'employeur, car ce sont les décisions ou indécisions des clients qui obligent les entreprises à changer leur planning au dernier moment.» Pascal Marsegan s'estime quant à lui privilégié, la CCT d'entreprise de Securitas (qui s'applique aux employés dotés du brevet fédéral), son employeur, étant meilleure que celle de la branche.



THIERRY PORCHET

Une raison de plus pour améliorer cette dernière. De manière générale, si la formation a progressé depuis 30 ans, selon Pascal Marsegan, elle reste minimale vu les responsabilités toujours plus grandes qui incombent aux agents de sécurité privée. «Nombre de tâches ont été transférées de la police aux agents de sécurité, comme le transfert de détenus ou la protection de certains sites, indique-t-il. D'énormes progrès restent donc à faire dans la formation, pour éviter du stress inutile – notamment en ce qui concerne les installations techniques ou les systèmes d'alarme. Un stress qui s'ajoute à la pénibilité du travail.» Arnaud Bouverat, responsable national de la branche à Unia, renchérit: «Les agents travaillent souvent seuls

et de nuit, au détriment de leur santé. Cela mérite donc une meilleure compensation. En plus, les agents restent trop peu formés. La faute à une très forte pression sur les prix et à une réglementation des activités de sécurité par le concordat romand clairement insuffisante.» Pour Unia, principal syndicat de la branche avec un millier de membres sur quelque 20 000 agents de sécurité actifs en Suisse, il s'agit de «lutter contre le dumping salarial pratiqué par des entreprises peu scrupuleuses, ou induit par des critères irresponsables des collectivités publiques dans l'adjudication des mandats de sécurité.» ■

POING LEVÉ

Vers un Mai 2018 ?

Par Manon Todesco

«**Fac bloquée pour une fac ouverte**» Ce slogan, placardé sur l'Université française de Nanterre, résume à lui seul l'entier du mouvement. Mobilisés depuis fin mars, des milliers d'étudiants éparpillés sur une vingtaine de sites dans toute la France dénoncent la nouvelle procédure d'inscription à l'université annoncée par Emmanuel Macron, Parcoursup. Ce dispositif, dans le cadre de la loi sur l'orientation et la réussite des étudiants, autorise la prise en compte des lettres de motivation et de l'histoire scolaire pour accéder à une faculté. La pondération des notes en fonction de la filière choisie et du lycée d'origine devient une réalité et les activités extrascolaires sont grandement appréciées. Pour les jeunes, mais aussi pour les enseignants-chercheurs et les présidents d'université, cette réforme instaure une sélection sociale des étudiants qui est inadmissible. C'est l'universalité du baccalauréat comme diplôme d'accès à l'enseignement supérieur qui est remise en question, et ça, ça ne passe pas!

Creusement des inégalités. Déterminés, les étudiants défendent une université ouverte à tous, aux riches comme aux pauvres, aux meilleurs comme aux moins bons. Parce que la fac est un lieu de socialisation et d'émancipation important, une institution fédératrice qui voit éclore des avenir, des talents, mais aussi un endroit où l'on a le droit à l'erreur. Au lieu de suivre une logique d'égalité des chances, déjà bien amochée en France, le logiciel Parcoursup permet désormais aux établissements de moduler le pourcentage de boursiers qu'ils souhaitent, écartant de plus en plus les enfants des classes populaires de l'enseignement supérieur et aggravant les inégalités sociales.

Bombe à retardement. Les tensions sont vives en France et le ras-le-bol est palpable. Entre les universités bloquées, les manifestations étudiantes, la grève des cheminots, les fonctionnaires à bout de souffle et les affrontements entre forces de l'ordre et zadistes à Notre-Dame-des-Landes, la société est au bord de l'explosion. Le parallèle avec Mai 68, à 50 ans de sa commémoration, est tentant. Aujourd'hui, comme en 1968, ce sont les étudiants qui donnent l'impulsion au mouvement, et les travailleurs qui font front. Aujourd'hui, comme en 1968, les universités de Nanterre et de la Sorbonne sont à la tête de la contestation. Aujourd'hui, comme en 1968, la violence est un fait. On retiendra avec écoeurement l'intervention de personnes cagoulées dans la faculté de «droit» de Montpellier venues rouer de coups des étudiants qui occupaient pacifiquement un amphithéâtre. Aujourd'hui, nous assistons en France à une accumulation des luttes. Le climat et les débats sociétaux ne sont pas les mêmes qu'il y a 50 ans, mais tous les ingrédients sont réunis pour faire converger les luttes et exiger un vrai changement. Une petite étincelle suffirait à mettre le feu aux poudres. La balle est désormais dans le camp des syndicats qui auront la lourde tâche d'organiser un mouvement global. C'est sans doute là que le bât blesse... ■

Le travail temporaire gagne les seniors

Unia s'inquiète vivement des derniers chiffres de l'Enquête suisse sur la population active et somme Swissstaffing de revenir à la table des négociations



NEIL LABRADOR/ARCHIVES

Manon Todesco

Le travail temporaire touche de plus en plus les travailleurs expérimentés et âgés. Les nouveaux chiffres révélés le 19 avril par l'Enquête suisse sur la population active (ESPA) sont très préoccupants d'après Unia. Globalement, celle-ci montre que les rapports de travail de durée limitée (CDD) ou temporaires ont fortement augmenté depuis 2010. Cette évolution

est particulièrement marquée dans la classe d'âge des 40 à 64 ans où le taux de travailleurs temporaires en 2017 est de 1,2% chez les 40 à 54 ans, et de 0,8%, chez les 55 à 64 ans. Une proportion qui a quasiment doublé et qui inquiète fortement le syndicat. «La hausse de l'emploi temporaire chez les travailleurs expérimentés et âgés entraîne davantage de chômage, d'insécurité et de précarité chez les seniors, dénonce Véronique Polito, membre du comité directeur d'Unia. Le travail temporaire a plus que jamais besoin d'un cadre législatif clair et de normes conventionnelles.» Pour rappel, l'actuelle Convention collective de travail de la location de services expire fin 2018. Des négociations avaient été entamées en début d'année, mais l'association patronale de la branche du travail temporaire, Swissstaffing, les a récemment rompues (lire notre édition du 28 mars 2018). «Dès 2019, 315 000 employés temporaires cesseront d'être protégés par une CCT

et seront livrés à l'arbitraire, poursuit la syndicaliste. C'est indigne. Nous demandons à l'association Swissstaffing de revenir à la table des négociations.» ■

D'autres chiffres

ANNÉES	2017	2010
CDD	8%	6,7%
dont jeunes	22,7%	18,4%
Travail temporaire	1,3%	1,1%
Horaires flexibles	44,2%	40,9%
Travail sur appel	5,3%	5,6%
dont jeunes	10%	-*
dont seniors	23,6%	-*

Pourcentage sur l'ensemble des salariés (source: ESPA).

*Données non disponibles

Sylviane Herranz

Tout est allé très vite. Après la création en 1996 de la petite «unia», syndicat du tertiaire, par le Syndicat industrie et bâtiment (SIB) et la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH), la Maison syndicale a été fondée l'année suivante. Un regroupement des forces des deux syndicats, impulsé par Christiane Brunner, présidente de la FTMH, et Vasco Pedrina, président du SIB, aussi coprésidents de l'Union syndicale suisse. Face à la crise économique des années 1990, aux licenciements dans l'industrie et la construction, à la hausse du chômage et à la perte d'influence des syndicats, un renouveau était devenu nécessaire.

C'est dans ce contexte que *L'Événement syndical* est né, pour le 1^{er} Mai 1998, non sans avoir dû batailler ferme pour dépasser les réflexes corporatistes. Ce journal, fusion des organes du SIB (*Le Nouveau syndicat*) et de la FTMH (*La Lutte syndicale*), a été le premier projet de la Maison syndicale à voir le jour. Et le premier journal interprofessionnel du pays. La mise en commun des rédactions a permis sa professionnalisation avec, à sa tête jusqu'en 2007, Serge Baehler, syndicaliste et rédacteur du *Nouveau syndicat*, et Jean-Claude Rennwald, rédacteur à la FTMH et journaliste de formation, qui a présidé le conseil d'administration de *L'Événement* jusqu'en 2014. Une troisième acolyte, Jacqueline Richard, secrétaire de rédaction de *La Lutte syndicale*, a tenu le gouvernail administratif et financier du nouveau journal. Titre auquel se sont ensuite associés Actions unia et la FCTA, organisations qui, avec le SIB et la FTMH, ont fondé, fin 2004, le grand syndicat Unia. Cette

première équipe rédactionnelle de *L'Événement syndical* a posé les jalons d'un journal qui compte en Suisse romande, et nous saluons cet engagement indéfectible pour une presse intersyndicale et de qualité. Depuis leur départ, contre vents et marées, *L'Événement syndical* poursuit son cap, celui

d'être, chaque semaine, au plus près de l'actualité du monde du travail et des débats et enjeux traversant le mouvement ouvrier et la société, et au plus près de ses lectrices et lecteurs. A l'occasion de ce 20^e anniversaire, c'est à eux que nous avons souhaité donner la parole. ■

20 ANS: LA PAROLE AUX LECTEURS!

L'Événement syndical est né le 28 avril 1998, à la veille du 1^{er} Mai. Une date symbolique pour ce journal ayant précédé la création du syndicat Unia, offrant aux travailleurs de la construction et de l'industrie, puis du tertiaire, des visions communes et un espace de débat



JOSÉ MOTA
contremaître, syndiqué depuis une trentaine d'années, Echallens.

«*L'Événement syndical* me semble bien comme ça. Je ne suis pas un accro du journal, mais je le lis à 50%, parfois dans mon bain. C'est pour cette raison que je préfère le journal papier. Parfois j'utilise l'ordinateur pour aller voir d'autres nouvelles, mais je trouve que c'est le seul journal qui parle vraiment de nous. J'aime lire les articles où les négociations ont été positives. Et j'en profite pour dire que j'espère qu'on arrive à prolonger notre convention, que les patrons comprennent que l'argent ne doit pas aller qu'aux actionnaires mais aussi aux ouvriers...» **AA**

ZILA RODRIGUES
employée dans l'industrie des machines, syndiquée depuis trois ans, Bulle.

«*L'Événement syndical* est très intéressant. J'apprends beaucoup de choses. Et pour moi, c'est important qu'il soit hebdomadaire, pour me tenir informée de ce qui se passe. Je trouve cependant que les opinions des travailleurs, et aussi des patrons, ne sont pas assez présentes. Ce que j'aimerais c'est que les journalistes viennent faire des reportages dans les usines, demander ce que pensent les gens de leur travail et de l'avenir de leur entreprise, recueillir les différentes opinions. Si la direction autorise la venue des journalistes, je crois que les gens se sentiraient plus à l'aise pour leur parler plutôt qu'à l'extérieur.» **AA**



DANIELLE HOLZER
militante du comité vente d'Unia Neuchâtel.

«Je lis *L'Événement syndical* régulièrement et j'y apprécie les articles sur les corps de métiers différents du mien et l'évolution des conventions collectives de travail. C'est un journal facile à lire avec des informations essentielles, il me paraît complet. Peut-être que la mise en page pourrait être plus actuelle et plus dynamique. Vous pourriez aussi réaliser de minireportages en suivant un métier sur un mois.» **JB**



THIERRY CORTAT
agent technico-commercial, membre du comité régional d'Unia Transjurane, contributeur régulier du courrier des lecteurs de *L'Événement*, Delémont.

«J'aimais bien les éditos écrits à l'époque par Jean-Claude Rennwald, mais les deux nanas se débrouillent pas mal non plus! J'apprécie aussi la rubrique «A poing levé», en particulier les textes signés par Manon Todesco, la page cinéma, les articles sur les livres et la culture qui concernent le monde ouvrier, sur les gens qui trouvent les moyens de résister à l'oppression patronale, ainsi que sur les mouvements de lutte de l'étranger – le capital étant mondialisé, la lutte doit l'être aussi! J'aimerais que, de temps à autre, vous consacriez un article aux travailleurs handicapés. Ce sont des gens qui ont quelque chose à apporter. Je suis moi-même né avec un handicap, qui m'a pénalisé dans ma carrière professionnelle. Il est dur de faire passer le message qu'un travailleur handicapé est aussi capable que les autres et souvent plus motivé.» **JB**



JOSÉ SEBASTIAO
coresponsable du gros œuvre à Unia Genève.

«Pour moi, *L'Événement syndical* est un vecteur de communication très important. Grâce au journal, les travailleurs sont informés de ce que nous faisons et comment nous le faisons. C'est un outil qui permet de véhiculer notre message syndical et politique à la base. Toutes les semaines, je le lis du début à la fin. Les travailleurs tiennent aussi beaucoup à *L'Événement syndical*: quand on passe sur les chantiers et qu'ils ne l'ont pas reçu, c'est la première chose qu'ils nous disent. De mon côté, je suis très satisfait des informations qui sont données dans le journal, car il relaie l'actualité complète d'Unia. Cela dit, j'aimerais que *L'Événement syndical* soit un canal de mobilisation plus puissant sur les thèmes politiques et syndicaux, qu'il nous aide davantage à mobiliser les travailleurs quand il le faut.» **MT**



YVETTE GLARDON (à droite)
ancienne employée de bureau dans l'industrie mécanique, militante du groupe d'intérêt Femmes d'Unia Neuchâtel.

«Vous pourriez créer une nouvelle rubrique qui s'appellerait *Flash infos positives* pour parler d'une entreprise, d'un chantier ou d'un magasin qui respecte les lois sur le travail, les conventions collectives et les conditions de travail. Il s'agirait de temps en temps de délivrer un message positif et les patrons pourraient en prendre de la graine! Evidemment, il faudrait être vraiment sûr que tout fonctionne correctement. Et pourquoi ne pas réserver une page ou un coin de page aux femmes, leurs actus, combats, souhaits? J'ai aussi imaginé un titre pour cette rubrique, je vous propose *Le clin d'œil des femmes*.» **JB**

MARIANNE GAY (à gauche)
mécanicienne de production, membre du comité régional d'Unia Neuchâtel, déléguée de la branche horlogerie.

«Je trouve *L'Événement syndical* très complet, on peut y pêcher beaucoup d'informations. Mais j'aimerais bien que vous mettiez de grandes annonces pour que chaque membre d'Unia recrute chaque année un nouvel adhérent. Ça ne peut que nous rendre plus forts. Nous avons un problème d'effectifs, ce qui nous manque ce sont des jeunes. Et j'estime que ce n'est pas aux seuls permanents syndicaux de mener ce travail de recrutement, les militants doivent aussi se bouger un peu. Quand on bosse, ce n'est pas bien compliqué. Il faut faire un peu de pub, expliquer aux gens qu'on a besoin d'eux, après ça fait boule de neige. J'estime qu'on ne fait pas assez de battage dans le journal.» **JB**



JESUS FERNANDEZ
secrétaire régional d'Unia Bienne-Seeland/canton de Soleure.

«Pour la région bernoise, il est important de disposer d'un journal francophone. Nous avons beaucoup d'adhérents francophones et nombre de personnes d'origine étrangère, qui se débrouillent mieux en français qu'en allemand, demandant aussi à le recevoir. Il serait certes souhaitable d'avoir plus d'articles sur notre région. Mais je tiens à souligner le côté extrêmement positif de la publication. C'est un journal d'actualité qui traite chaque semaine des questions syndicales qui nous intéressent. Ce journalisme proche de nos combats est un bon soutien tant pour les employés d'Unia que pour les membres. Je félicite *L'Événement syndical* pour cet anniversaire, le remercie pour sa très bonne collaboration et lui souhaite plein succès pour l'avenir.» **JB**

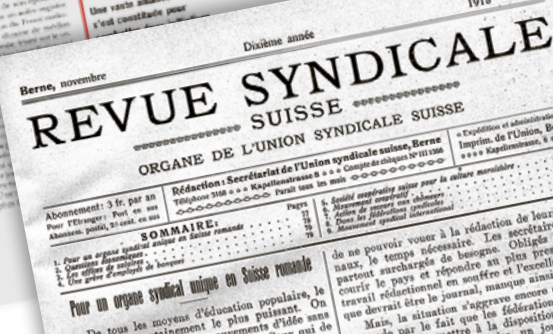
GENEVÈVE GILLIÉRON
décoratrice de métier, gérante d'une boutique de vêtements bio, Lausanne.

«Je suis une lectrice assidue. Je lis tous les articles depuis que je suis membre du syndicat. Soit depuis une douzaine d'années. J'aime beaucoup le portrait, les pages métiers qui parlent d'artisanat, de ces professions passion et, souvent rares, le poing, la page cinéma aussi... Toutes les branches m'intéressent, même si travaillant dans la vente j'avoue être particulièrement attentive aux articles sur les ouvertures nocturnes et les extensions d'horaires auxquelles je m'oppose. J'aime le journal papier, car je n'arrive pas à lire sur internet. En fait, tout m'intéresse, même si les licenciements et les fermetures de boîte me mettent le moral dans les chaussettes. Je me demande si on sortira un jour de ces luttes répétitives?» **AA**

BLAISE CARRON secrétaire syndical, Unia Monthey.

«J'apprécie la variété du contenu du journal. Il suit les actualités du monde du travail, aussi avec un certain recul, tout en proposant différents articles culturels, comme la rubrique cinéma. Je trouve aussi bienvenus les portraits ou les pages consacrées à des métiers atypiques, insolites, qui permettent de découvrir des personnes passionnées. Ouvrent des perspectives positives. Et sont autant de miroirs de la richesse et de la diversité de la population. Un bon équilibre, aussi atteint avec les photos, bien présentes, qui illustrent et renforcent à propos les articles. J'apprécie aussi le fait que *L'ES* soit écrit par des journalistes professionnels et ne serve pas de

canal publicitaire au syndicat. Il en va de la crédibilité de la publication. Dans tous les cas, j'estime que *L'ES* ne doit pas réduire la voileure, un minimum de pages étant nécessaires à la couverture de l'actualité syndicale comme à la diversité des thèmes traités. Unia devrait par contre mieux utiliser cet outil comme moyen de contact avec les membres, de fidélisation. Et aussi le diffuser davantage dans les organes où il siège pour augmenter sa visibilité. Seul bémol, je trouve *L'ES* trop faible sur le front numérique. Et me réjouis des développements futurs en la matière.» **SM**



QUEL AVENIR POUR LA PRESSE SYNDICALE ?

L'Événement syndical fête ses 20 ans. Chez ses fondateurs, l'idée de créer un grand journal syndical romand avait mûri. Et porté quelques fruits. En 2003, *travail & transport*, le journal du SEV, Syndicat du personnel des transports, rejoignait *L'Événement*, partageant certaines pages générales et continuant d'informer ses membres avec des pages spécifiques. Cette collaboration réussie a duré cinq ans, mais a hélas cessé alors que le SEV esquissait un rapprochement avec d'autres fédérations. A l'heure où la presse, y compris la presse syndicale, s'interroge sur son avenir*, où certains titres sont sacrifiés sur l'autel des économies ou des nouvelles technologies, nous reproduisons ci-dessous, en guise de contribution à la réflexion, un texte qui aura bientôt 100 ans et qui garde toute son actualité. Il a été publié en novembre 1918 dans la *Revue syndicale suisse* par Charles Schürch, premier secrétaire de langue française de l'Union syndicale suisse, juste avant l'éclatement de la première grève générale du pays. **SH**

POUR UN ORGANE SYNDICAL UNIQUE EN SUISSE ROMANDE

De tous les moyens d'éducation populaire, le journal est certainement le plus puissant. On ne conçoit pas de grands mouvements d'idées sans l'appui d'une presse bien organisée. Ceux qui de tout temps, depuis l'invention de l'imprimerie, ont voulu gagner l'opinion publique à leurs idées, se sont servis de cette arme. Les courants d'opinion les plus justes, les plus altruistes, les plus vrais ont trop souvent de la peine à pénétrer les masses, parce que ceux qui les professent n'ont pas toujours l'avantage de posséder un organe suffisamment épandu.

Pour s'en convaincre, il faut voir ce qui se passe autour de nous! Pourquoi le mouvement ouvrier est-il puissant dans telle région, dans telle ville, alors qu'ailleurs il est d'une faiblesse extrême, malgré un développement industriel identique? C'est que l'on a travaillé ici avec méthode et persévérance, tandis que là, ces qualités firent défaut. Ici, l'on a su créer immédiatement un organe socialiste que tous les militants s'évertuèrent à répandre au prix de très grands sacrifices; tandis qu'ailleurs on lança trop vite le manche après la cognée. Le tirage d'un journal politique indique le degré de puissance du parti qui le possède; ceci s'applique particulièrement à la presse ouvrière. Un des premiers gestes des organisations syndicales à leurs débuts fut de créer un lien par la publication d'un journal, que chaque adhérent devait recevoir gratuitement. Il était destiné à renseigner le syndiqué sur les principaux événements de son organisation; l'encourager à contribuer à son développement; l'instruire sur le grand mouvement de solidarité ouvrière; expliquer les phénomènes sociaux et lui donner ainsi, par ce moyen, une conscience de classe. Ce but a-t-il toujours été atteint? Personne n'oserait le prétendre. Tous les comités centraux se plaignent de ne pouvoir vouer, à la rédaction de leurs journaux, le temps nécessaire. Les secrétaires sont partout surchargés de besogne. Obligés de parcourir le pays et répondre au plus pressé, leur travail rédactionnel en souffre et l'excellent outil que devrait être le journal, manque ainsi son but. Mais, la situation s'aggrave encore en Suisse romande par le fait que les fédérations ne peuvent pas toutes mettre à la disposition de leurs collègues de langue française un journal complètement rédigé en cette langue. La plupart éditent des journaux en allemand et réservent quelques colonnes de texte français pour les communications à faire aux syndiqués romands. Il ne peut être question, dans ces conditions, de parler d'éducation et le mouvement ouvrier romand en pâtit, personne ne le contestera. Il faut donc réagir, et en Suisse romande particulièrement, parce que c'est là que le plus grand effort doit être donné en ce moment pour créer un mouvement sérieux et bien uni. Il faut la sortir de son isolement et y former des cohortes syndicales instruites et conscientes de leurs tâches. On n'y parviendra que par un travail d'éducation méthodiquement organisé dont le journal serait la base.

Trop d'efforts sont actuellement dispersés sans profit. La Suisse romande ne manque pas de militants capables de donner à un journal une grande variété d'articles intéressants et instructifs. Un journal bien fait serait apprécié par ceux auxquels il est destiné; c'est bien ce que l'on doit rechercher en premier lieu. Que les satisfaits songent à ceux qui reçoivent un journal avec trois quarts de texte allemand et dont les quelques lignes françaises ne sont souvent qu'une mauvaise traduction de l'allemand ou une copie prise au hasard dans un autre organe; quand ce n'est pas un simple procès verbal succinct d'une délibération de Comité central. La solidarité ouvrière doit engager les syndiqués les mieux partagés à comprendre les besoins de leurs camarades et à faire joyeusement le sacrifice d'une habitude; car, il ne s'agit que de cela. D'après notre projet, l'ouvrier métallurgiste ou horloger recevrait un journal identique au sien; le titre seul serait modifié. La dernière page pourrait contenir les nouvelles des sections avec les offres et demandes d'ouvriers. Les annonces-réclames disparaîtraient peut-être, ce qui ne serait pas un mal. Les typographes ne verraient pas de grands changements, leurs affaires particulières seraient traitées en quatrième page et tous les syndiqués romands auraient le grand avantage de bénéficier des excellents collaborateurs du *Gutenberg* dans les trois premières pages traitant les questions d'ordre général. Il en serait de même pour les lecteurs du *Tramway romand* et du *Journal des chemins de fer*. Tandis que les syndiqués des autres fédérations pourraient ainsi, par ce moyen, lire un journal intéressant, rédigé entièrement en français et capable de les instruire. Les lecteurs de ce journal unique auraient des articles variés comme nous le disons plus haut, puisque les meilleures plumes ouvrières romandes y collaboreraient par des articles originaux. Les idées échangées par les militants de toutes les fédérations intéressées seraient d'un grand profit pour chacun. Ils apprendraient à se connaître mieux. L'unité du mouvement ouvrier romand y gagnerait et, par lui, tout le mouvement ouvrier suisse. La question est actuellement posée. Les militants syndiqués réunis aux conférences de Bienne et de Lausanne furent unanimes à l'admettre en principe. A l'unanimité également, la Commission syndicale suisse en approuva l'idée et chargea le secrétariat d'en poursuivre la réalisation. Ce projet aboutira certainement, si chacun veut bien se placer au-dessus de toute préoccupation personnelle pour n'envisager que la prospérité de l'organisation ouvrière dans son ensemble. ■ **Ch. Schürch, 1918**

* Débat sur l'avenir de la presse syndicale, ce vendredi 27 avril à 18h30 à Lausanne, Maison de quartier de Chailly, ouvert à tous.

LE 1^{er} MAI 2018 EN SUISSE ROMANDE

BERNE

BIENNE ÉGALITÉ SALARIALE. POINT BARRE!	
Dès 12h	Service de bar à la place Centrale.
17h	Rassemblement à la place de la Gare.
17h15	Départ du cortège en direction de la place Centrale.
17h45	Discours à la place Centrale. Oratrice et orateurs: Lisa Mazzone , conseillère nationale, Verts, Genève. Cédric Wermuth , conseiller national PS, Argovie. Corrado Pardini , conseiller national PS et membre du comité directeur Unia, Berne.
18h30	Remise du prix Unia «Travail et solidarité».
18h50	Prises de parole d’autres organisations.
Dès 19h	Concert: Filarmonica La Concordia.
20h30	Clôture de la manifestation.

FRIBOURG

FRIBOURG PRENONS NOTRE PART, NOUS Y AVONS DROIT.	
16h à 21h	Place Georges-Python. Orateurs: Nico Lutz d’Unia, Christian Levrat du PS, Jordi D’Alessandro du SEV, des salariés. Animation: groupe Balkalé.
18h	Cortège au départ de la place Georges-Python.

GENÈVE

SÉANCES Comité vente: mercredi 25 avril à 19h30.	
PERMANENCES PAPYRUS Mardi: 16h à 19h. Jeudi: 16h à 19h. Toutes les séances et permanences ont lieu dans les locaux d’Unia.	
GROUPE D’INTÉRÊT DES RETRAITÉS Sortie à l’île St-Pierre Le groupe d’intérêt des retraités organise une sortie le 22 mai à l’île St-Pierre (lac de Bienné). Départ à 8h30. Rendez-vous à 8h15. Retour prévu à Genève 18h30. Coût total de la sortie: 70 fr. par personne. Inscription au plus tard le 4 mai. Le menu est à choisir à l’inscription. Merci de bien vouloir choisir soit le menu 1 soit le menu 2 indiqué ci-dessous: Pour tous: une entrée carpaccio de fenouil aux graines. Dessert: coupe J.-J. Rousseau. Menu 1: filets de féra sautés à la mousse au vin blanc de l’île, brocoli et riz. Menu 2: bœuf braisé à la sauce Gamaret de l’île, légumes et nouilles.	
Bulletin d’inscription	
Nom/prénom	
Tél.:	
Nombre de personnes:	
Je bénéficie d'un AG CFF ou d'un 1/2 tarif CFF (indiquer pour chaque personne)	
☐ oui ☐ non	
Choix du menu (pour chaque personne):	
..... x le menu 1 x le menu 2	

NEUCHÂTEL

CAISSE DE CHÔMAGE Invitation à une information sur l'assurance chômage dans les locaux d'Unia: Neuchâtel: le mardi 15 mai à 16h. La Chaux-de-Fonds: le jeudi 17 mai à 16h.	
---	--

GROUPE DES RETRAITÉS Course régionale des retraités La traditionnelle course de printemps des retraités de la région aura lieu le mercredi 16 mai .	
--	--

GENÈVE

GENÈVE CONTRE LA PRÉCARITÉ: ÉGALITÉ SALARIALE ET SALAIRE MINIMUM.	
13h30	Départ du cortège du boulevard James-Fazy empruntant la place des 22-Cantons, rue de Chantepoulet, pont du Mont-Blanc, rue d'Italie, rues Basses, rue de la Corraterie, place Neuve, parc des Bastions.
15h	Allocutions des Verts et d’Unia.
15h15	Fête populaire, restauration avec plus de 30 stands, jusqu’à 20h.

TRANSJURANE

RECONVILIER 1^{er} MAI INTERJURASSIEN: L'ÉGALITÉ, MAINTENANT!	
17h	Rendez-vous à la gare de Reconvilier. Cortège jusqu’à la Boillat puis jusqu’à la Halle des fêtes de Reconvilier. Interventions notamment de Nathalie Fischer , infirmière, qui témoignera de la détérioration des conditions de travail dans les soins, et de Mélanie Brulhart-Nusbauer , députée au Parlement jurassien, SSP, auteure d’une motion, acceptée, sur l’égalité salariale.
Dès 18h	A la Halle des fêtes: animation musicale avec Vincent Vallat, repas et boissons d’ici et d’ailleurs à prix populaires.

NEUCHÂTEL

FLEURIER FÊTE DU 1^{er} MAI DU VAL-DE-TRAVERS.	
Dès 10h	Accueil à la place de la Gare.
11h15	Partie officielle. Orateurs: Sarah Blum , députée POP au Grand Conseil neuchâtois, enseignante (thème: école, formation professionnelle et conditions d’accès au secondaire 2), Jacques-André Maire , conseiller national PS, vice-président de Travail Suisse (thème: Climat social: les attaques se multiplient; réagissons, en particulier lors des élections fédérales de 2019!), Christian Weber , président du comité industrie d’Unia région Neuchâtel (thème: l’égalité salariale comme un exemple de combat nécessaire à mener par le mouvement ouvrier dans le système actuel).
Dîner	Repas offert (pain, soupe aux pois ou soupes aux flocons – sans porc – végétarien). Cantine avec boissons, café et thé, dessert. Sirop offert.
14h15	Partie festive. Musique slave avec Yaroslav Ayvasov de Noiraigue. Atelier graphe.
LA CHAUX-DE-FONDS SUR DEUX JOURS, À LA SALLE «TON SUR TON».	
Lundi 30 avril	
Dès 17h	Soirée festive avec Paris-La Tchaux (chansons, musette).
20h	Spectacle de Vincent Kohler.
21h30	Les Fils du Facteur (chansons francophones, acoustique, pop, folk, festive).
23h	The Watchmaking Metropolis Orchestra (blues gipsy trash).

AGENDA UNIA

Cigogne à Miécour, org. Ajoie.	
15 novembre: assemblée du groupe et dîner à 11h, place du 16 Mars à Bocciodrome de Corgémont, org. Groupe Jura bernois.	
21 novembre: comité et assemblée générale des retraités au restaurant du Jura à Bassecourt, org. Région.	

VALAIS

SYNDICAT ET CAISSE DE CHÔMAGE La permanence téléphonique est ouverte du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30. Sierre: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 40. Sion: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 20. Martigny: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 60 Monthey: 027 602 60 00, fax: 027 602 60 80.	
HORAIRES DES SECRÉTARIATS Sierre – Sion – Martigny – Monthey Guichet: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30.	

PERMANENCES SYNDICALES Sierre: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30. Lundi soir, de 17h à 19h. Samedi de 9h à 11h30. Sion: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30. Jeudi soir, de 17h à 19h. Samedi de 9h à 11h30 Martigny: du lundi au vendredi, de 8h30 à 9h30. Jeudi soir, de 17h à 19h. Monthey: mardi et vendredi, de 9h30 à 11h30. Mardi soir, de 17h à 19h.	
---	--

VALAIS CENTRAL NOUVELLE PERMANENCE SYNDICALE Une permanence syndicale aura également lieu les samedis aux secrétariats de Sion et de Sierre dès le 7 avril. Ouverture des guichets pour les membres: de 9h à 11h30 le samedi matin.	
--	--

VAUD

DÉCLARATION D’IMPOTS 2017 Lausanne – Nyon – Vevey Depuis cette année les secrétariats de Lausanne, Nyon et Vevey ne remplissent plus les déclarations d’impôts. Vous devez dorénavant vous rendre auprès des différents sites de l’Avivo: Lausanne: Avivo Lausanne, place Chauderon 3, 1 ^{er} sous-sol, de 9h à 11h30 et de 14h à 16h30, tous les jours sauf le mercredi (sans rendez-vous). Dates: du 9 avril au 4 mai, du 22 mai au 29 juin. Nyon: salle de la Bretèche, place du Château 8, de 8h à 11h30, sur rendez-vous au 021 338 99	
--	--

Mardi 1^{er} mai	
Dès 11h	Paris-La Tchaux (chansons, musette).
14h	Cortège.
Boissons et restauration les deux jours.	
Discours: Michela Bovolenta , secrétaire centrale SSP, Cédric Dupraz , président du Conseil communal Le Locle, Théo Huguenin-Elie , président du Conseil communal La Chaux-de-Fonds, Gregory Jaquet , militant féministe.	

NEUCHÂTEL A LA RUE DU CONCERT.	
11h	Dîner et apéritif.
12h	Concert de Pop’Orchestra.
13h	Discours.
13h30	Défilé au centre-ville.
15h	Conférence «Grève générale 1918: entre reconnaissance et irrévérence» d’ Aristides Pedraza , syndicaliste Fédération syndicale Sud.

VAUD

LAUSANNE 99% QUI TRIMENT, 1% QUI FRIME: ASSEZI!	
17h30	Place de la Gare.
19h	Place de la Riponne: discours, témoignages de luttes, petite restauration et bar, DJ's Rocket Queen + Valérie.

LE SENTIER - VALLÉE DE JOUX ÉGALITÉ SALARIALE!	
Dès 11h30 Cantine du Sentier – parking de l’Essor (à côté du centre sportif). Invitée: Vanessa Monney , secrétaire syndicale au SSP Vaud et membre de Feminista, qui parlera de l’égalité salariale. Repas offert: grillades et salades.	

YVERDON-LES-BAINS	
9h à 13h	Stand au marché, promenade Auguste Fallet. Boissons et petite restauration offertes.
16h45	Départ en train depuis la gare CFF pour la manifestation de Lausanne (billet de train remboursé pour les membres Unia).

VALAIS

SION ÉGALITÉ SALARIALE. POINT FINAL.	
Dès 17h30	Place du Scex.
Dès 18h	Partie officielle. Discours d’ Alain Berset , président de la Confédération. Animation musicale par Mike Le Troubadour.

Rendez-vous suivant: Pour l'égalité salariale! Contre les discriminations! Manifestation syndicale nationale à Berne, samedi 22 septembre, 14h.	
--	--



Vevey: 021 925 70 01. Aigle: 024 466 82 86.	
LA CÔTE DÉMÉNAGEMENT DU SECRÉTARIAT En raison de travaux, nous vous informons que le secrétariat syndical de La Côte vous accueille provisoirement à l'adresse suivante: place Bel Air 6, 1260 Nyon. Les numéros de téléphone et les horaires de permanences syndicales restent inchangés. Merci de votre compréhension.	

LAUSANNE SECRÉTARIAT Nouvel horaire Notre secrétariat de Lausanne est ouvert uniquement les après-midis (fermé les matins). Heures d’ouverture: Lundi de 13h30 à 17h30. Mardi et jeudi de 13h30 à 18h30. Vendredi de 13h30 à 16h. Les horaires du téléphone et des permanences ne changent pas.	
---	--

NORD VAUDOIS CAISSE DE CHÔMAGE Nouvel horaire Lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 11h30 et de 14h à 16h30. Mercredi de 9h à 11h30, fermé l’après-midi. Permanence téléphonique: même horaire, 024 424 95 85.	
--	--

RIVIERA – EST VAUDOIS AIGLE Syndicat et caisse de chômage: Le secrétariat syndical et la caisse de chômage Unia d’Aigle vous accueillent dans ses nouveaux locaux au chemin de la Zima 2, 3 ^e étage. Permanences syndicales: Mardi et jeudi de 16h à 18h30. 1 ^{er} samedi du mois de 9h à 11h. Guichet de la caisse de chômage: Lundi, mardi, jeudi et vendredi de 9h à 11h30 et de 14h à 16h30. Mercredi de 9h à 11h30, fermé l’après-midi. Permanences téléphoniques: Lundi, mardi, jeudi de 9h à 11h30 et de 14h à 17h. Mercredi et vendredi de 9h à 11h30, fermé l’après-midi.	
---	--



En novembre 2014, c'est par la grève que les travailleurs des TPG avaient réussi à faire plier la direction. Aujourd'hui, la menace de bloquer à nouveau l'ensemble des transports publics à Genève a suffi pour obtenir les postes nécessaires à un allègement de la charge de travail. Un résultat dû à la mobilisation du personnel, explique Vincent Leggiero, président de la section SEV TPG, ici à droite, lors de la lutte de 2014.

Jérôme Béguin

La direction des Transports publics genevois (TPG) et le Front syndical qui réunit les trois organisations du personnel de la régie publique ont finalement signé un accord le 16 avril devant la Chambre des relations collectives de travail (CRCT). Le transporteur avait saisi l'organe de conciliation après le dépôt par les syndicats d'un préavis de grève pour le 21 mars. Les 89% des syndiqués s'étaient prononcés pour cet arrêt de travail durant une consultation par correspondance. Les travailleurs de la régie avaient déjà mené une grève le 19 novembre 2014 qui avait complètement paralysé le réseau.

Au bout du rouleau en raison de la charge de travail et du stress provoqué par les conditions de circulation à Genève, les salariés exigeaient un renforcement des effectifs. Le nombre de chauffeurs en «voltige», c'est-à-dire à qui l'on ne communique leurs horaires que

Les syndicats des TPG obtiennent l'engagement de cent chauffeurs

A bout, le personnel des Transports publics genevois avait déposé un préavis de grève

quatre jours à l'avance, est passé en quelques années de 80 à 370, soit un tiers de l'effectif de conduite. A titre de comparaison, les Transports publics lausannois ne dénombrent qu'un huitième de «voltigeurs». Autre élément alarmant, le

taux moyen d'absentéisme se situe pour l'ensemble de l'entreprise à 9%, avec des pics jusqu'à 14%. Face à cette situation, les travailleurs des TPG avaient notamment inscrit dans leur cahier de revendications l'engagement d'une centaine

LA SANTÉ AU TRAVAIL DANS LE VISEUR DES SOCIALISTES



Le Parti socialiste vaudois s'inquiète de l'incidence du travail sur la santé. Plusieurs interventions parlementaires en témoignent

Sonya Mermoud

«Des actes, pas de blabla!» Revendiquant la pertinence de son slogan, le Parti socialiste vaudois (PSV) a développé le 17 avril dernier devant le Grand Conseil quatre interventions parlementaires visant chacune à améliorer la santé au travail. Député et vice-président du Groupe socialiste au Grand Conseil, Jean Tschopp, juriste à Unia, a déposé une interpellation réclamant un «droit à la déconnexion». Dans cette dernière, l'élue évoque les différents avantages de la révolution numérique – «accès étendu à l'information, développement de réseaux, communication horizontale, simplification de toute une série de démarches pratiques» – mais aussi les risques qu'elle génère. Dont une dépendance aux objets connectés et, partant, l'érosion de la frontière entre la vie privée et la vie professionnelle. Un danger encore accru lors de télétravail, susceptible d'entraîner un surmenage particulièrement nocif pour l'employé concerné. Dans ce contexte, Jean Tschopp demande au Conseil d'Etat de se positionner sur la question. Il l'interroge notamment sur les contours du droit à la déconnexion et les mesures préconisées aux entreprises pour éviter «un envahissement du temps de travail dans la vie privée et le temps libre» des salariés. Avec des exemples de moyens à la clef comme celui introduit par le syndicat allemand IG Metal qui,

dans l'entreprise Volkswagen, a obtenu qu'entre 18h15 et 7h30, les collaborateurs ne reçoivent pas de mails sur leur portable grâce une configuration spéciale du serveur...

TMS: 26% DES ABSENCES

Une autre interpellation porte sur les troubles musculo-squelettiques (TMS) signée Amélie Cherbuin, députée et vice-présidente du Groupe socialiste au Grand Conseil. Cette dernière relève que 24% de la population active masculine et 16% de celle féminine souffrent de TMS qui seraient à l'origine de 26% des absences. Une situation qui a un coût chiffré à 3,3 milliards de francs par an en termes de perte de productivité et à près d'un milliard de francs imputé aux absences. Amélie Cherbuin rappelle les différents facteurs susceptibles de provoquer des TMS: postures pénibles, utilisation régulière de la force, mouvements répétitifs mais aussi causes psychosociales (manque d'autonomie, stress, etc.) Avec, à la clef des douleurs chroniques, au dos ou à la nuque notamment. La députée souhaite dès lors connaître le nombre de contrôles effectués annuellement par le Service de l'emploi relatifs à l'ergonomie de l'environnement de travail et la santé psychique, et leurs résultats. Les éventuelles sanctions et obligations de remédiation figurent également au rang des requêtes comme les campagnes d'inspection et les actions de prévention envisagées.

de nouveaux conducteurs, une réduction des amplitudes horaires, une pause de 5 minutes en bout de ligne ou encore l'engagement d'un médecin du travail indépendant. Ils voulaient aussi que le renchérissement de 1,1% soit répercuté sur les salaires.

DÉTERMINATION DU PERSONNEL

Pour renforcer le service d'exploitation, la direction s'est engagée à recruter 101 collaborateurs d'ici à trois ans, dont près de la moitié avant la fin de l'année. Concernant les horaires de conduite, des mesures concrètes seront prises pour refondre les plannings des «voltigeurs», réduire les services les plus longs et assurer des pauses minimales de 5 minutes lors des «battements». En outre, les TPG acceptent le recours à la médecine du travail pour améliorer la santé des employés. Enfin, parmi les mesures convenues entre les parties, relevons qu'une augmentation de 0,5% des rémunérations sera accordée à partir du mois de juillet.

«L'absentéisme est dû à la souffrance du personnel. Il fallait embaucher pour améliorer les conditions de travail des conducteurs. Une centaine de nouveaux postes, ce n'est pas rien, c'est un gros effort. C'est le résultat de la mobilisation et de la détermination du personnel», commente le président de la section SEV TPG, Vincent Leggiero. «Certes, la direction a fait ses calculs: si on parvient à faire reculer l'absentéisme de 3%, l'opération ne coûtera rien. 1% d'absentéisme c'est en effet 3 millions de francs par année et les mesures prévues se montent à 9 millions, relève le mécanicien. Il faut maintenant que l'accord soit appliqué. Les collègues sont très méfiants et disent qu'ils attendent de voir. C'est pourquoi nous nous gardons de tout triomphalisme. Nous allons rester attentifs. On ne veut pas plus de flexibilité. Mais j'ai bon espoir: les collègues restent mobilisés.» ■

ALLAITEMENT TOUJOURS COMPLIQUÉ

Deux postulats toujours sur la santé émanent encore du PSV. L'un, déposé par Carine Carvalho, porte sur les réelles possibilités d'allaiter sur le lieu de travail. Et l'élue de demander entre autres au Gouvernement d'analyser sa pratique comme employeur et de définir des mesures visant à mieux informer des dispositions légales en la matière. Sachant que, depuis 2014, les travailleuses ont droit à des pauses allaitement rémunérées durant les douze premiers mois de l'enfant. «Mais ce changement de législation fédérale, qui inclut la possibilité de rentrer chez soi ou d'aller à la crèche pour allaiter ou tirer son lait pendant le temps de travail, est resté lettre morte depuis son entrée en vigueur.» Les raisons? Méconnaissance de la loi de la part des employeurs, organisation du travail rendant difficile la prise de pauses ou encore absence de locaux adéquats.

LES RAVAGES DU STRESS

L'autre postulat a trait au stress. Se référant aux chiffres de la Suva, l'auteure, Pauline Tafelmacher, précise son coût – 4,2 milliards de francs par an – et les conséquences pour la santé des victimes qui se déclinent en burn-out, dépression, mais aussi AVC et infarctus. Une situation qui porte également préjudice à l'entreprise. Et la députée de citer «des pertes de productivité en raison des absences du personnel, un risque accru d'accident, des taux de fluctuation élevés, des charges supplémentaires au niveau du recrutement et souvent une baisse du chiffre d'affaires en raison de clients insatisfaits». Il serait toutefois possible, note-t-elle, de prévenir le mal. Les entreprises soucieuses d'offrir un environnement professionnel sain et sûr peuvent par exemple recourir à des spécialistes de l'Institut universitaire romand de santé au travail ou aux outils conçus par ce dernier. Aussi, Pauline Tafelmacher demande au Conseil d'Etat de présenter un plan d'action pour la prévention du stress incluant «un monitoring de la sinistralité par entreprise» et l'accès aux données récoltées – qui doivent rester confidentielles et anonymes – à une commission multipartite réunissant des professionnels de la santé au travail, des représentants de l'Etat et des partenaires sociaux. ■

COMMUNIQUÉS

DROITS: NON AUX ESPIONS DES ASSURANCES ET POUR UNE RÉVISION RAISONNABLE DES PC

La Fédération des Associations des retraités et de l'entraide en Suisse (Fares) est résolument contre toute forme d'abus. Mais la nouvelle Loi sur la surveillance des assurés va beaucoup trop loin. Lors de l'assemblée nationale des délégués du 13 avril à Berne, une majorité – contre deux non – a décidé de soutenir le référendum contre les espions des compagnies d'assurances. Une observation d'assurés quelconque doit toujours être ordonnée par une instance judiciaire ou publique. L'assemblée des délégués a adopté une résolution, dans laquelle on peut lire: «La nouvelle loi a été passée à la va-vite dans le Parlement et dépasse les limites de ce qui est souhaitable. Au lieu de combattre effectivement l'abus de prestations des assurances, elle instaure un soupçon généralisé de tous les assurés, et ouvre tout grand les portes à une utilisation abusive de moyens de surveillance par les assurances.» La Fares est convaincue qu'une meilleure loi, qui est conforme à la Constitution, est aussi nécessaire que possible.

Les délégués de la Fares sont également déçus de la révision de la Loi sur les prestations complémentaires (PC) au Conseil national. Au lieu de finalement adapter les limites maximales des loyers à la réalité d'aujourd'hui – après 14 ans et un indice des loyers augmenté de presque 25% –, le Conseil national a adopté un projet de loi entraînant une réduction des prestations complémentaires de 900 millions de francs. Cette décision est antisociale et scandaleuse. Si le Conseil des Etats n'améliore pas le projet de loi de manière décisive, la Fares soutiendra le référendum déjà annoncé contre cette loi. ■ Fares

TRANSPORTS: VOULOIR LA CONCURRENCE POUR LA CONCURRENCE, MAIS OÙ EST LA VALEUR AJOUTÉE?

L'Union syndicale suisse (USS) critique la décision prise jeudi dernier par l'Office fédéral des transports (OFT) de répartir la concession de trafic grandes lignes entre les deux entreprises de transports que sont les CFF et le BLS. Il s'agit là d'une décision de principe, même si l'OFT craint son propre «courage» et veut en rester, dans un premier temps, à deux lignes seulement pour le BLS. Manifestement, il n'a pas été possible de lever les doutes concernant la rentabilité et la faisabilité relativement aux lignes souhaitées en plus par le BLS, soit Bâle-Interlaken et Bâle-Brigue.

Et ce n'est pas étonnant, car le réseau ferroviaire le plus dense de toute l'Europe ne se prête pas à des expérimentations sur fond de concurrence. L'OFT avance des arguments cousus de fil blanc lorsqu'il parle de la «plus grande utilité pour les clients» qu'aurait un tel modèle. Mais il se contente tout simplement d'affirmer sans plus cette dernière. Les liaisons directes et l'accompagnement à travers le personnel des trains sont tous deux des améliorations réalisables aussi à travers de simples directives données aux entreprises. Ce n'est en effet pas une concurrence ruineuse qui garantira le système de qualité de transports publics cadencés et aux tarifs unifiés, mais uniquement la coordination éprouvée de plusieurs opérateurs. Les entreprises sont tenues d'exploiter l'intégralité du réseau aux meilleurs coûts. Pour ce, il ne faut pas introduire plus de concurrence, mais poursuivre et approfondir les coopérations entre les entreprises de chemin de fer afin de pouvoir gérer la mobilité croissante. Ici, on a tout d'abord besoin de procéder aux investissements nécessaires dans le personnel et la technologie.

L'OFT porte atteinte au service public avec sa décision. Celle-ci n'est pas dans l'intérêt de la collectivité et très certainement pas dans celui des deux entreprises qui ont dû engager d'énormes ressources seulement pour leur course à la concession. Et elle n'est pas non plus dans l'intérêt du personnel des deux entreprises concernées. En effet, une telle concurrence induit en premier lieu une pression sur les coûts et, de ce fait, des conditions de travail dégradées. ■ USS

BRÈVE

FILM: «MAI 68 AVANT L'HEURE»

Quels ont été les facteurs déclencheurs de Mai 68 en Suisse? Comment vivait la jeunesse dans les années 1960? C'est au travers de trois interviews de protagonistes des révoltes estudiantines des trois régions linguistiques de Suisse, ainsi que d'images d'archives de la RTS que le réalisateur vaudois Alex Mayenfisch retrace ces années durant lesquelles la révolte a enflé dans son dernier documentaire *Mai 68 avant l'heure*. Alors que l'essor économique permet l'élévation du niveau de vie, le conformisme social persiste: les hommes au travail, les femmes en jupe et au foyer, le mariage quasi obligatoire, les tabous sexuels. Or, la jeunesse rêve de liberté. L'arrivée du rock'n'roll, des jeans, des boguets, des cheveux longs, du 45 tours, s'accompagne d'une révolution culturelle et d'une politisation croissante au travers des manifestations contre la guerre du Vietnam ou contre la ségrégation raciale. Alex Mayenfisch nous offre une plongée essentielle dans notre histoire à l'aune du cinquantenaire de Mai 68. ■ AA

Diffusion de Mai 68 avant l'heure, réalisé par Alex Mayenfisch, dimanche 29 avril 20h15 et mardi 1^{er} mai à 00h05 sur RTS Deux (puis sur le site internet rts.ch durant 30 jours).

Anne Onidi

Photos Neil Labrador

Une avenue fréquentée, un métro, des commerces. Le décor est citadin, sans aucun doute. Mais pour qui prendra la peine de s'arrêter, un murmure aquatique viendra chatouiller ses oreilles. A l'origine de ce bruit, une rivière qui coule paisiblement en contrebas du petit bois touffu bordant la route. La Sorge, tel est son nom, est - avec la Venoge et la Chamberonne - l'un des trois cours d'eau qui strient la commune d'Ecublens (VD). Ce 24 mars, notre groupe de huit personnes arpente un trottoir où le temps semble s'écouler à deux vitesses simultanées. Frénétiquement d'un côté, au rythme des voitures qui filent à toute allure. Calmement de l'autre, au son des branches et des feuilles que le vent encore frais de ce quatrième jour de printemps secoue doucement. C'est de ce côté que nous emmenons notre balade du jour.

GANTS BLANCS DE RIGUEUR

«Mais c'est horrible!» s'exclame Michèle. Dans le petit bois d'apparence idyllique, cette habitante d'Ecublens découvre une quantité de détritus qu'elle n'aurait pu soupçonner. Armée des gants blancs que la commune a offerts pour l'occasion à ses bénévoles, elle avance pliée en deux, tant les déchets à ramasser sont nombreux. Dans son sac poubelle, paquets de chips vides, bouteilles de verre, de PET, blocs de sagex et papiers d'aluminium s'amoncellent. «J'ai même trouvé un pot d'échappement», lâche-t-elle, incrédule. Son fils Maxime, âgé de 9 ans bientôt, achève de remplir son premier sac de 110 litres après trente minutes de travail seulement. Satisfaction mise à part, que ressent-il? «Ça m'énerve! Je trouve que les gens ne sont pas très sympas avec la nature parce qu'ils la polluent.» De son côté, David s'attelle au nettoyage d'une zone particulièrement exposée et maculée de détritus: «Il faut encore gratter les feuilles, on trouve une belle épaisseur de déchets dessous.» Le ramassage de papiers et de bouteilles, cet enseignant en sciences et en géographie connaît. «En classe, j'ai mis en place ce que j'appelle la Brigade verte. Les jours où je surveille la récréation, j'ai un groupe de cinq élèves qui est chargé de nettoyer la cour.» Laurence, doyenne du groupe, l'interrompt. «C'est quoi ce gros ballon là en bas?» David va chercher la chose en question... qui s'avère être un casque de moto abandonné. Laurence rigole: «A nous voir, les gens vont penser qu'on a été condamnés à un travail d'intérêt général!»

POUBELLE, DÉCHARGE ET CAMPMENT

«Tadaaa!» s'écrient les garçons en découvrant une trottinette, qui ira rejoindre le cadre de vélo trouvé plus tôt. «Oh, une balle de tennis fossilisée!» Laurence observe les multiples fils de caoutchouc qui recouvrent ce qui fut une balle verte aujourd'hui privée de ses poils caractéristiques. Hop. Poubelle. On nous avait prévenus, la zone n'est que rarement nettoyée. Preuve en est l'apparente ancienneté de certains déchets. Nous observons que les plastiques mous se dégradent avec le temps, devenant plus friables et cassants. Pris dans les ronces et entre les racines, ils se déchiquètent quand nous essayons de les extraire. De son côté, Nicole évacue, avec l'aide de Carlos, l'agent de la voirie qui nous accompagne, un campement de fortune abandonné à l'abri des regards. «Sans doute des réfugiés», suppose-t-elle. Tout comme son époux David, cette membre d'associations telles que Pro Natura et Greenpeace est une habituée



Opération «Coup de balai» sur les rives de la Sorge. Emballages, bouteilles, canettes, mouchoirs, mégots, sacs en plastique, sagex... Les déchets jonchant les forêts et les plages ne font pas que dénaturer le paysage, ils libèrent des polluants dans la nature et, lorsqu'ils sont entraînés par le vent ou par la pluie, ils gagnent alors les lacs, les fleuves, puis les océans. Alimentant ainsi une gigantesque pollution mondiale.



Débarras d'une installation de fortune, probablement l'ancien campement de deux sans-abri.



En contrebas, des déchets hors de portée... Ils finiront à coup sûr dans la rivière.

LES PETITS DÉCHETS FONT LES GRANDES POLLUTIONS

Les 23 et 24 mars, une trentaine de communes romandes ont invité leurs citoyens à nettoyer des zones naturelles dans le cadre de la campagne «Coup de balai». Expérience faite à Ecublens

des nettoyages en extérieur: «Dans mes balades, je ramasse surtout des mégots, des canettes de boisson énergisante et des bouteilles de bière. Pour tout vous dire, j'avoue être fâchée contre les fumeurs et les buveurs de bière.» Parce qu'elle n'en boit jamais? «Non, rigole-t-elle, moi je suis une amatrice de vin et, de toute façon, je ne laisse pas mes bouteilles dans la nature. Les gens ne se rendent pas compte que les papiers qu'ils jettent par terre peuvent, avec le

vent, finir dans la rivière, puis dans le lac, puis, de fil en aiguille, dans la mer.»

MÉGOTS D'ADOS

Après trois heures de labeur, le groupe rejoint le point de ralliement, sur la place principale de la ville, devant le centre socioculturel. Pour l'occasion, les animateurs du centre ont fait travailler les adolescents venus se distraire. Ensemble, ils ont nettoyé le quartier et rempli l'équivalent de quatre sacs

poubelles de 110 litres. Leur récolte: beaucoup de mégots, des papiers, des bouteilles... alors que des poubelles publiques, la ville en compte beaucoup. Emer, 19 ans, est catégorique: «On a ramassé des cigarettes, du plastique et ces déchets, ce sont les nôtres!» Quand on lui demande ce que ça fait de remettre ses propres déchets à la poubelle, il sourit: «Ça fait plaisir, c'est propre et vert, maintenant, c'est la nature.» Et à Micha, 16 ans, qui s'allume

Une précieuse goutte d'eau dans l'océan

Au final, cette campagne de nettoyage aura permis à la commune d'Ecublens d'extraire 290 kilos de déchets de ses zones naturelles et de ses espaces verts. Les objets en métal et les pièces de mobilier trouvés pèsent évidemment lourd sur la balance. Mais les sacs de déchets légers, remplis principalement d'emballages en plastique et de bouteilles en PET, constituent un volume très important et se comptent, eux, par dizaines. David, Nicole et leur fils Nahuel sont habitués à se promener dans la région. Pour la maman: «On voit que plus on est proche des routes et des habitations, plus les gens jettent.» Le couple est très soucieux de l'environnement et est impliqué dans des démarches visant à le préserver. «On essaie de sensibiliser notre fils. Chaque fois qu'on va se balader, on emporte un sac en plastique qu'on remplit des déchets trouvés en chemin», explique David. Assument-ils eux-mêmes le coût de l'élimination de ces déchets? «Nous les trions et les déchets incinérables terminent dans notre poubelle, oui.» Une prise en charge qui n'est pas nécessaire, informe l'adjoint du chef de service de voirie et espaces verts d'Ecublens, Pierre-Alain Meylan: «Les détritus ramassés dans la nature peuvent être déposés dans des poubelles publiques ou, s'ils sont très volumineux, dans un sac à côté de ces poubelles.» ■

Quelques communes proposent encore des «Coups de balai» cette année: à voir sur www.cosedec.ch sous campagnes de sensibilisation.



une cigarette: où va-t-il jeter ce futur mégot? Réponse très sérieuse: «Dans le cendrier. Avant je l'aurais balancé par terre, par flemme et pour faire comme tout le monde. Maintenant, j'ai envie de donner l'exemple par respect pour ceux qui travaillent à ramasser sur le sol tout ce qu'on jette.» ■



Pierre-Alain Meylan, adjoint du chef de service de la voirie et des espaces verts, montre aux participants le territoire à nettoyer.



David, Nicole, Laurence, Michèle et les enfants Nahuel et Maxime (de g. à dr.) Une équipe fatiguée mais satisfaite d'avoir rempli de nombreux sacs et trouvé des déchets insolites...



Des ados ont ramassé mégots et autres papiers jonchant les abords de leur maison de quartier. Ils savourent le fruit de leur travail: un apéritif offert par la Ville.